

### MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

#### Montréal, le 8 mai 2012

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré une perte nette attribuable aux actionnaires de 39,3 millions de dollars soit 1,66 \$ par action au cours du premier trimestre de l'exercice 2012 alors qu'au trimestre correspondant de l'année 2011 son bénéfice net attribuable aux actionnaires avait été de 0,3 million de dollars ou 0,01 \$ par action.

À la suite de l'adoption en avril 2012 par le gouvernement du Québec des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour les activités de l'édition compte tenu de l'impact défavorable important de ces tarifs sur ses coûts d'exploitation futurs. Par conséquent, la Société a conclu que la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition relativement au secteur de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de 32,2 millions de dollars a été comptabilisée au cours du premier trimestre de 2012.

#### Faits saillants liés à l'exploitation du premier trimestre :

- ➤ Perte d'exploitation¹ du secteur de la télévision de 3 726 000 \$, soit une variation défavorable de 6 592 000 \$, expliquée principalement par les éléments suivants :
  - ⇒ la perte d'exploitation du nouveau service « TVA Sports »;
  - ⇒ la baisse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA attribuable à une croissance de ses charges d'exploitation; et
  - ⇒ la perte d'exploitation accrue de SUN News compte tenu qu'au premier trimestre de 2011 le service était en pré-exploitation.
- Perte d'exploitation du secteur de l'édition de 2 028 000 \$ soit une variation défavorable de 3 722 000 \$ principalement attribuable à l'impact de la comptabilisation du passif résultant de l'adoption des tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant les contributions des entreprises au partage des coûts liés à la récupération des matières résiduelles (loi 88).

Nos résultats financiers du secteur télévision du premier trimestre ont été affectés par les investissements dans nos nouvelles chaînes spécialisées et dans la grille de programmation du Réseau TVA. Cependant, les produits d'exploitation de ce même secteur ont connu une croissance de plus de 12 % au premier trimestre de 2012, et ce, autant au niveau du Réseau TVA avec une croissance des revenus publicitaires de près de 10 % qu'au niveau des services spécialisés avec une croissance de 43 % des revenus d'abonnement et de 24 % des revenus publicitaires. Cette croissance des services spécialisés est largement attribuable à nos nouveaux services « TVA Sports » et « Mlle » mais également aux services existants « addik TV », « Casa », « Yoopa » et « prise 2 », ce qui confirme notre stratégie d'investissement et de diversification dans ce secteur.

Les résultats du secteur de l'édition ont été affectés de 3 375 000 \$ avec l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant les contributions aux coûts liés à la récupération des matières résiduelles. Selon nous, les coûts avancés, leur répartition ainsi que les nouveaux tarifs applicables aux magazines sont fondés notamment sur un processus incomplet et sur des prémisses et des conclusions déraisonnables, arbitraires et erronées, au point de les rendre invalides sur le plan légal. De plus, ils viennent compromettre sérieusement la viabilité et la stabilité financière

-

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Voir la définition du bénéfice (perte) d'exploitation ci-après.

d'une industrie qui contribue positivement au milieu culturel de notre société. Nous évaluons actuellement les recours judiciaires disponibles afin de s'assurer que nos droits soient respectés.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés au cours du trimestre ont été de 3,1 millions de dollars comparativement à 10,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2011. Cette baisse de 7,1 millions de dollars s'explique essentiellement par la diminution du bénéfice d'exploitation de la Société.

Les états financiers consolidés non audités pour la période de trois mois se terminant le 31 mars 2012, accompagnés des notes afférentes, ainsi que le rapport de gestion intermédiaire, peuvent être consultés sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : <a href="http://groupetva.ca">http://groupetva.ca</a>.

#### **Définition**

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autre, les impôts sur le bénéfice, la part du bénéfice dans l'entreprise associée et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement.

La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

### **Groupe TVA**

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. La Société exploite également SUN News, un service national d'émissions spécialisées d'information et d'opinion de langue anglaise diffusé dans l'ensemble du Canada. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Pierre Dion

Président et chef de la direction

### États consolidés des résultats

(non audités) (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

		Périodes	de trois mois
		terminées	s les 31 mars
	Note	2012	2011
Revenus	2	117 812 \$	107 097\$
Charges d'exploitation, de vente et d'administration Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	3	123 566 5 217	102 537 4 037
Charges financières Frais de rationalisation des activités d'exploitation,	4	1 519	1 466
dépréciation d'actifs et autres	5	117	_
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	32 200	_
Perte avant impôts sur le bénéfice et part du			
bénéfice dans l'entreprise associée		(44 807)	(943)
(Recouvrement) impôts sur le bénéfice		(3 103)	171
Part du bénéfice dans l'entreprise associée après impôts		(186)	(270)
Perte nette		(41 518)\$	(844)\$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux (à la) :			
Actionnaires		(39 341)\$	332\$
Participation ne donnant pas le contrôle		(2 177)	(1 176)
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	8 d)	(1,66)\$	0,01\$

### États consolidés du résultat global

(non audités) (en milliers de dollars)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2012	2011
Perte nette	(41 518)\$	(844)\$
Autres éléments du résultat global : Régimes à prestations définies : Variation nette de la limite des actifs ou		
de l'obligation minimale de financement Impôts différés	<del>-</del> -	(141) 38
•	-	(103)
Résultat global	(41 518)\$	(947)\$
Résultat global attribuable aux (à la) :		
Actionnaires Participation ne donnant pas le contrôle	(39 341)\$ (2 177)	229\$ (1 176)

### États consolidés des capitaux propres

(non audités) (en milliers de dollars)

		Capitaux propres attribuables aux actionnaires		
	Capital- actions (note 8)	Bénéfices non répartis	attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2010	98 647 \$	170 784 \$	4 511 \$	273 942 \$
Bénéfice net (perte nette)	-	332	(1 176)	(844)
Autres éléments du résultat global	-	(103)	<del>-</del>	(103)
Dividendes	-	(1 188)	-	(1 188)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 10)	-	_	2 940	2 940
Solde au 31 mars 2011	98 647	169 825	6 275	274 747
Bénéfice net (perte nette)	_	25 271	(7 991)	17 280
Autres éléments du résultat global	_	(16 914)	_	(16 914)
Dividendes	_	(1 189)	_	(1 189)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 10)	-	-	7 105	7 105
Solde au 31 décembre 2011	98 647	176 993	5 389	281 029
Perte nette	-	(39 341)	(2 177)	(41 518)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 10)			1 764	1 764
Solde au 31 mars 2012	98 647 \$	137 652 \$	4 976 \$	241 275 \$

### Bilans consolidés

(non audités) (en milliers de dollars)

		31 mars	31 décembre
	Note	2012	2011
Actif			
Actif à court terme			
Espèces		936 \$	1 756 \$
Débiteurs		115 902	117 644
Actif d'impôts exigibles		9 186	4 014
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks		58 946	61 954
Charges payées d'avance		4 329	2 690
Actif destiné à la vente	12	10 207	8 370
A stif à long towns		199 506	196 428
Actif à long terme Droits de diffusion et de distribution		38 097	35 488
Placements		13 051	12 865
Immobilisations		101 148	102 007
Licences et autres actifs incorporels		114 120	114 539
Écart d'acquisition	6	39 781	71 981
Impôts différés	·	570	545
		306 767	337 425
Total de l'actif		506 273 \$	533 853 \$
Passif à court terme Découvert bancaire Créditeurs et charges à payer		282 \$	3 980 \$
Créditeurs et charges à payer		92 006	
Passifs d'impôts exigibles Droits de diffusion et de distribution à payer		F0	82 086
		50	503
· · ·		18 031	503 15 778
Provisions		18 031 1 195	503 15 778 1 533
Provisions Revenus reportés	7	18 031	503 15 778 1 533 6 535
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme	7 12	18 031 1 195 5 708	503 15 778 1 533 6 535 17 756
Provisions Revenus reportés	7 12	18 031 1 195 5 708 - 2 321	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente		18 031 1 195 5 708	503 15 778 1 533 6 535 17 756
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme		18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme Autres éléments de passif	12	18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151 39 201	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635 39 696
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme	12	18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635 39 696 8 784
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme Autres éléments de passif Impôts différés	12	18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151 39 201	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635 39 696
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme Autres éléments de passif Impôts différés  Capitaux propres	12	18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151 39 201 9 053	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635 39 696 8 784
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme Autres éléments de passif Impôts différés	7	18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151 39 201 9 053 145 405	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635 39 696 8 784 123 115
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme Autres éléments de passif Impôts différés  Capitaux propres Capital-actions Bénéfices non répartis  Capitaux propres attribuables aux actionnaires	7	18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151 39 201 9 053 145 405 98 647 137 652 236 299	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635 39 696 8 784 123 115 98 647 176 993 275 640
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme Autres éléments de passif Impôts différés  Capitaux propres Capital-actions Bénéfices non répartis	7	18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151 39 201 9 053 145 405 98 647 137 652 236 299 4 976	503 15 778 1 578 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635 39 696 8 784 123 115 98 647 176 993 275 640 5 389
Provisions Revenus reportés Tranche à court terme de la dette à long terme Passif destiné à la vente  Passif à long terme Dette à long terme Autres éléments de passif Impôts différés  Capitaux propres Capital-actions Bénéfices non répartis  Capitaux propres attribuables aux actionnaires	7	18 031 1 195 5 708 - 2 321 119 593 97 151 39 201 9 053 145 405 98 647 137 652 236 299	503 15 778 1 533 6 535 17 756 1 538 129 709 74 635 39 696 8 784 123 115 98 647 176 993 275 640

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Le 8 mai 2012, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars 2012 et 2011.

### États consolidés des flux de trésorerie

(non audités) (en milliers de dollars)

	Périodes de t terminées les		
	Note	2012	2011
	Hote	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Perte nette		(41 518)\$	(844)\$
Éléments sans incidence sur les liquidités :		<b>=</b> 040	4.407
Amortissement	•	5 318	4 127
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	32 200	(070)
Part du bénéfice dans l'entreprise associée après impôts Impôts différés		(186) 235	(270) 677
·			
Fonds (utilisés pour) générés par l'exploitation courante Variation nette des éléments hors liquidités		(3 951) 7 006	3 690 6 552
·			
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation		3 055	10 242
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations		(5 274)	(8 458)
Acquisitions d'actifs incorporels		(566)	(807)
Variation nette des placements		-	10
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(5 840)	(9 255)
Phone de 4n/s agents 19/s agent addition de Commence			
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(2 600)	(2.507)
Variation nette du découvert bancaire Variation nette de l'emprunt à terme rotatif		(3 698) 5 003	(2 507) (304)
Frais de financement	7	(344)	(304)
Participation ne donnant pas le contrôle	, 10	1 764	2 940
Flux de trésorerie générés par les activités de financement	10	2 725	129
Tiax de tresorene generes par les activites de linancement		2 125	123
Variation nette des espèces		(60)	1 116
Espèces au début de la période		4 638	5 605
Espèces à la fin de la période		4 578 \$	6 721\$
·		·	·
Les espèces se composent comme suit :			
Espèces		936 \$	6 721\$
Espèces provenant des opérations destinées à la vente	12	3 642	<del>-</del> .
		4 578 \$	6 721\$
Intérêts et impôts classés au titre des activités d'exploitation		200 #	000 #
Intérêts versés		382 \$ 2 287	333\$
Impôts sur le bénéfice versés (encaissés)		2 201	(1 293)

#### Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2011 (non audités) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») a été constituée sous l'autorité de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec) par certificat et statuts de continuation datés du 17 décembre 1981. Depuis son entrée en vigueur, le 14 février 2011, la Société est régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 11). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Quebecor inc. (« Quebecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada.

Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires et aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité. De plus, la Société investit dans le lancement de nouveaux canaux spécialisés dans le secteur Télévision. Les revenus d'abonnement associés aux périodes suivant le lancement d'un nouveau service spécialisé sont toujours plus modestes alors que les frais d'opération initiaux peuvent s'avérer plus substantiels. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne doivent pas être considérés nécessairement représentatifs des résultats d'un exercice financier complet.

### 1. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board. En particulier, ces états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* et par conséquent, ce sont des états financiers consolidés résumés parce qu'ils ne contiennent pas toutes les divulgations d'informations requises selon les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. Ces états financiers consolidés résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de 2011 de la Société ainsi que les notes y afférant puisque les conventions comptables utilisées sont les mêmes.

Certains chiffres correspondants fournis pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012.

#### 2. Revenus

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

		Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2012	2011	
Services rendus Ventes de produits	91 571 \$ 26 241	81 591 \$ 25 506	
	117 812 \$	107 097 \$	

### Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2011 (non audités) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 3. Charges d'exploitation, de vente et d'administration

Les principales composantes se détaillent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2012	2011
Coûts liés au personnel et commissions sur ventes	43 252 \$	36 239 \$
Redevances, droits et coûts de production	51 352	42 311
Tirage et distribution	7 919	5 325
Marketing, publicité et promotion	5 315	4 609
Frais de transmission et micro-ondes	1 962	1 145
Autres	13 766	12 908
	123 566 \$	102 537 \$

### 4. Charges financières

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2012	2011
Intérêts sur la dette à long terme Amortissement des frais de financement	1 416 \$ 101	1 367 \$ 90
Autres	2	9
	1 519 \$	1 466 \$

### 5. Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 117 000 \$ suite à l'abolition de plusieurs postes dans le secteur de l'édition.

### Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2011 (non audités) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 6. Dépréciation de l'écart d'acquisition

À la suite de l'adoption en 2012 des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, les coûts d'exploitation du secteur de l'édition de la Société seront affectés défavorablement. Par conséquent, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ces activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de l'édition. La Société a conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée au cours du premier trimestre de 2012. La Société a utilisé un taux d'actualisation avant impôts de 16,26 % (15,89 % au 1<sup>er</sup> avril 2011) et un taux de croissance perpétuelle de 1,00 % (1,00 % au 1<sup>er</sup> avril 2011) pour déterminer la valeur recouvrable.

### 7. Dette à long terme

Le 24 février 2012, la Société a complété le renouvellement de son emprunt à terme rotatif de 100 000 000 \$ pour un terme de cinq ans à des conditions similaires, exception faite du coût de crédit qui est plus favorable pour la Société. L'emprunt vient à échéance et est remboursable en totalité le 23 février 2017. Compte tenu de la date d'échéance de l'emprunt à terme rotatif au 31 décembre 2011, la Société avait présenté cet emprunt à titre de passif à court terme.

Les frais reliés au refinancement de l'emprunt à terme rotatif au cours du premier trimestre de 2012 représentent 344 000 \$ et ont été enregistrés dans les frais de financement, en réduction de la dette à long terme.

### 8. Capital-actions

### a) Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

#### b) Capital-actions émis et en circulation

	31 mars 2012	31 décembre 2011
4 320 000 actions ordinaires classe A	72 \$	72\$
19 450 906 actions classe B	98 575	98 575
	98 647 \$	98 647\$

### Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2011 (non audités) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 8. Capital-actions (suite)

#### c) Rachat d'actions

Offre publique de rachat

Le 17 mars 2011, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités dans le but de racheter pour annulation, entre le 21 mars 2011 et le 20 mars 2012, un maximum d'actions classe B de la Société, représentant approximativement 5 % du nombre d'actions classe B émises et en circulation à la date du dépôt de l'offre. La Société rachète ses actions classe B au cours du marché au moment de l'achat, plus les frais de courtage. Au cours des premiers trimestres de 2012 et 2011, aucune action classe B n'a été rachetée pour annulation.

### d) Résultat par action attribuable aux actionnaires

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

		de trois mois s les 31 mars
	2012	2011
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(39 341)\$	332 \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base		
et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires (en dollars)	(1,66)\$	0,01\$

Le calcul du résultat par action dilué ne tient pas compte de l'effet potentiel dilutif des options d'achat d'actions de la Société puisque leur effet est non dilutif. Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, 819 421 options d'achat d'actions du régime de la Société (833 610 en 2011) ont été exclues du calcul du résultat par action dilué.

#### 9. Rémunération et autres paiements à base d'actions

		Période de trois mo	is terminée	le 31 mars 2012
	Options of	d'achat d'actions classe B	•	d'achat d'actions Québecor Média
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2011 Annulées	833 610 (14 189)	16,35 \$ 16,84	393 252	46,66 \$ -
Solde au 31 mars 2012	819 421	16,34 \$	393 252	46,66 \$

### Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2011 (non audités) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 9. Rémunération et autres paiements à base d'actions (suite)

Du nombre d'options en circulation au 31 mars 2012, 706 077 options d'achat d'actions classe B au prix d'exercice moyen de 16,58 \$ et 177 649 options d'achat d'actions de Québecor Média au prix d'exercice moyen de 46,29 \$ pouvaient être exercées.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, aucune option d'achat d'actions de Québecor Média n'a été exercée (15 230 options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 108 000 \$ en 2011).

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, la Société a constaté une charge de rémunération de 5 000 \$ (85 000 \$ en 2011) relativement aux options d'achat d'actions classe B de la Société ainsi qu'une charge de rémunération de 596 000 \$ (375 000 \$ en 2011) relativement aux options d'achat d'actions de Québecor Média.

### 10. Opérations entre apparentés

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, une mise de fonds de 3 600 000 \$ (6 000 000 \$ en 2011) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 1 836 000 \$ par la Société (3 060 000 \$ en 2011) et 1 764 000 \$ par Corporation Sun Media (2 940 000 \$ en 2011).

#### 11. Information sectorielle

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Création, TVA Nouvelles, TVA Interactif), des services spécialisés, de la chaîne spécialisée nationale de langue anglaise SUN News Network, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications, une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

Les éléments intersectoriels représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activité de la Société en ce qui a trait aux revenus et aux charges.

### Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2011 (non audités) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 11. Information sectorielle (suite)

-	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2012	2011
Revenus		
Télévision	102 820 \$	91 273 \$
Édition	15 906	16 869
Éléments intersectoriels	(914)	(1 045)
	117 812	107 097
Charges d'exploitation, de vente et d'administration		
Télévision	106 546	88 407
Édition	17 934	15 175
Éléments intersectoriels	(914)	(1 045)
	123 566	102 537
(Perte) bénéfice avant amortissement, charges financières, frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, dépréciation de l'écart d'acquisition, impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans l'entreprise associée		
Télévision	(3 726)	2 866
Édition	(2 028)	1 694
Éléments intersectoriels	-	
	(5 754)\$	4 560 \$
	31 mars	31 décembre
	2012	2011
Actif total	454 004 0	440.040.0
Télévision	454 281 \$	449 943 \$
Édition	51 992 506 273 \$	83 910 533 853 \$
	JUO 273 \$	JJJ 0JJ 4
Écart d'acquisition	0.500	0.500.4
Télévision	2 539 \$	2 539 \$
Édition	37 242	69 442
	39 781 \$	71 981 \$

### Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2011 (non audités) (les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

#### 12. Actif destiné à la vente

Le 22 décembre 2011, la Société a annoncé une entente en vertu de laquelle la Société vendra sa participation de 51 % dans The Cave ainsi que sa participation de 50 % dans Mystery à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc. La valeur de la transaction est de 17 500 000 \$. La demande de transfert des licences a été approuvée par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») le 25 avril 2012. Cette transaction devrait être finalisée au courant du second trimestre de 2012.

Le tableau suivant fournit le détail des actifs et passifs destinés à la vente aux 31 mars 2012 et 31 décembre 2011 :

	31 mars 2012	31 décembre 2011
Actif à court terme		
Espèces	3 642 \$	2 882 \$
Débiteurs	2 143	2 274
Droits de diffusion	4 422	3 214
	10 207	8 370
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	1 940	1 099
Droits de diffusion à payer	381	439
	2 321	1 538
Actif net	7 886 \$	6 832 \$

#### PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films, en production commerciale et dans le télé-achat. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter onze services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion. En édition, Groupe TVA publie plus de 75 magazines, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Elle offre aussi des services d'édition sur mesure, de production commerciale imprimée et de services prémédia, favorisant le rayonnement des marques de commerce de ses clients par le média imprimé. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion couvre les principales activités du premier trimestre 2012 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2012 et 2011 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financières « IFRS ».

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Il devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011.

#### SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Création, TVA Nouvelles, TVA Interactif), des services spécialisés, de la chaîne spécialisée nationale de langue anglaise SUN News Network « SUN News », de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications, une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

#### FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2011

- Le 26 avril 2012, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a renouvelé les licences de radiodiffusion du Réseau TVA ainsi que des services spécialisés suivants : addik<sup>TV</sup>, Argent, Casa, prise 2 et LCN.
- Le 25 avril 2012, la demande de transfert des licences de « The Cave » et « Mystery TV» à Shaw Media Global Inc a été approuvée par le CRTC. De ce fait, la vente de ces participations devrait être finalisée au cours du second trimestre 2012.
- Le 11 avril 2012, les nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec (loi 88) ont été publiés dans la Gazette Officielle du Québec et sont entrés en vigueur le même jour. Compte tenu que ces tarifs affectent défavorablement les coûts d'exploitation actuels et futurs du secteur de l'édition, la Société a procédé à une dépréciation de son écart d'acquisition de 32 200 000 \$.
- Du 2 au 8 avril 2012, la chaîne « TVA Sports » a diffusé la 76<sup>e</sup> édition du prestigieux Tournoi des Maîtres « Masters » à titre de diffuseur francophone officiel.
- Du 22 janvier au 25 mars 2012, le Réseau TVA a diffusé la cinquième édition de l'émission de variétés à succès « Star Académie » avec un auditoire atteignant plus de 2,2 millions de téléspectateurs pour les galas du dimanche soir.
- Le 1<sup>er</sup> mars 2012, la Société a annoncé qu'elle a conclu une entente d'importance avec Rogers Communications dans le but d'offrir à ses clients les chaînes Sun News et « TVA Sports » ainsi que le contenu du Réseau TVA sur les plateformes de vidéo sur demande, mobile et Web de Rogers Communications.
- Le 24 février 2012, la Société a complété le renouvellement de son emprunt à terme rotatif de 100 000 000 \$ pour un terme de cinq ans à des conditions similaires à celui existant, exception faite du coût de crédit qui a été renégocié favorablement par la Société.

#### MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. Elle utilise ces mesures financières hors IFRS car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures divulguées par d'autres sociétés ayant des normes semblables.

### Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice, la part du bénéfice dans l'entreprise associée et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer

tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice (perte) d'exploitation avec le bénéfice (la perte) net(te) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés de la Société.

Trois mois terminés

Tableau 1 Conciliation du bénéfice (perte) d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice (la perte) net(te) attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés (en milliers de dollars)

	les 31 mars				
	2012	2011			
(Perte) bénéfice d'exploitation :					
Télévision	(3 726) \$	2 866 \$			
Édition	(2 028)	1 694			
	(5 754)	4 560			
Amortissement des immobilisations et des actifs incorporels	5 217	4 037			
Charges financières	1 519	1 466			
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs					
et autres	117	-			
Dépréciation de l'écart d'acquisition	32 200	-			
(Recouvrement) impôts sur le bénéfice	(3 103)	171			
Part du bénéfice dans l'entreprise associée après impôt	(186)	(270)			
Participation ne donnant pas le contrôle	(2 177)	(1 176)			
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(39 341) \$	332 \$			

#### COMPARAISON DES PREMIERS TRIMESTRES 2012 ET 2011

### Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA

**Produits d'exploitation** de 117 812 000 \$, en hausse de 10 715 000 \$ (10,0 %).

- Hausse de 11 547 000 \$ (12,7 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement aux hausses de 35,3 % des revenus provenant des services spécialisés et de 6,1 % de ceux du Réseau TVA.
- Baisse de 963 000 \$ (-5,7 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la baisse des revenus publicitaires de 16,7 % notamment au sein des magazines de catégorie féminin et de décoration.

## **Tableau 2 Produits d'exploitation**(en milliers de dollars)

		Trois mois terminés les 31 mars						
	2012		2011					
Télévision	102 820	\$	91 273	\$				
Édition	15 906		16 869					
Éléments intersectoriels	(914)		(1 045)					
	117 812	\$	107 097	\$				

**Perte d'exploitation** de 5 754 000 \$, un écart défavorable de 10 314 000 \$ comparativement au bénéfice d'exploitation du trimestre correspondant de 2011.

- Écart défavorable de 6 592 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable à:
  - o la perte d'exploitation du nouveau service « TVA Sports »;
  - o la baisse du bénéfice d'exploitation de 1 596 000 \$ du Réseau TVA; et
  - o la perte d'exploitation accrue de SUN News compte tenu qu'au premier trimestre de 2011, le service était en pré-exploitation.
- Écart défavorable de 3 722 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable à l'impact de la comptabilisation de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises au partage de coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec.

### Tableau 3 Bénéfice d'exploitation

(en milliers de dollars)

Trois	mois	terminés	les
	31 1	mars	

		_					
	2012		2011				
Télévision	(3 726)	\$	2 866	\$			
Édition	(2 028)		1 694				
	(5 754)	\$	4 560	\$			

(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires de (39 341 000) \$ (-1,66 \$ par action dilué) au premier trimestre 2012, comparativement à 332 000 \$ (0,01 \$ par action dilué) à la même période de 2011.

- Cet écart défavorable de 39 673 000 \$ (-1,67 \$ par action dilué) s'explique essentiellement par :
  - o la dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ du secteur de l'édition;
  - o la baisse de 10 314 000 \$ du bénéfice d'exploitation;
  - o la hausse de 1 180 000 \$ des charges d'amortissement;

### Partiellement compensé par :

- o la baisse de 3 274 000 \$ des impôts sur le bénéfice;
- o la hausse de 1 001 000 \$ de la participation ne donnant pas le contrôle.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les trimestres terminés le 31 mars 2012 et 2011.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 5 217 000 \$, soit une hausse de 1 180 000 \$.

• Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des acquisitions en immobilisations et actifs incorporels dans le cadre du plan d'investissement que la Société a mis en place pour effectuer la transition au mode de diffusion et de production en haute définition (HD) et pour implanter certains logiciels applicatifs pour son secteur de la télévision.

Charges financières de 1 519 000 \$, soit une hausse de 53 000 \$.

• Cette hausse s'explique principalement par un solde moyen de la dette à long terme supérieur au premier trimestre de 2012 comparativement à celui du trimestre correspondant de 2011.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 117 000 \$ au premier trimestre 2012 comparativement à une charge nulle au même trimestre de 2011.

- Cet écart défavorable de 117 000 \$ s'explique par l'enregistrement d'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation suite à l'abolition de plusieurs postes dans le secteur de l'édition.
- Le solde de la provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation totalise 336 000 \$ au 31 mars 2012 (756 000 \$ au 31 décembre 2011). Au cours du premier trimestre 2012, des frais de 537 000 \$ ont été imputés contre la provision.

(Recouvrement) charge d'impôts sur le bénéfice de (3 103 000) \$ (taux d'imposition effectif de 6,9 %) au premier trimestre 2012 contre 171 000 \$ (taux d'imposition effectif de -18,1 %) à la même période de 2011.

• La baisse de ce taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique essentiellement par la dépréciation non déductible de l'écart d'acquisition et la part de Corporation Sun Media dans les économies d'impôts découlant des pertes d'exploitation de SUN News.

Part du bénéfice dans l'entreprise associée après impôt de 186 000 \$ au premier trimestre 2012, soit une baisse de 84 000 \$ qui s'explique par de moins bons résultats d'exploitation d'une société du domaine de la télévision comparativement à la période correspondante de 2011.

**Participation ne donnant pas le contrôle** de 2 177 000 \$ au premier trimestre 2012 contre une participation de 1 176 000 \$ au même trimestre de 2011.

• La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de la Société en nom collectif SUN News.

### ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

#### **Télévision**

#### Comparaison des premiers trimestres 2012 et 2011

**Produits d'exploitation** de 102 820 000 \$, soit une augmentation de 11 547 000 \$ (12,7 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- Hausse de 9,6 % des revenus publicitaires du Réseau TVA;
- Hausse de 43,2 % des revenus d'abonnement des services spécialisés :
  - o les nouvelles chaînes « TVA Sports » et « Mlle » s'accaparent respectivement 68,2 % et 12,4 % de cette hausse;
  - o la chaîne « Casa » a connu une croissance de 75,7 %;
  - o les chaînes « Yoopa », « addik <sup>TV</sup> » et « prise 2 » ont connu une croissance combinée de 19,8 % alors que la chaîne « Argent » a connu un recul de 38 %.
- Hausse de 24,1 % des revenus publicitaires des services spécialisés :
  - o les nouvelles chaînes « TVA Sports » et « Mlle » s'accaparent respectivement 48,7 % et 12,9 % de cette hausse;
  - o la chaîne « Casa » a connu une croissance de 116,4 %; et
  - o la chaîne « addik <sup>TV</sup> » a connu une croissance de 105,0 %.
- Hausse de 41,9 % des produits d'exploitation de la division TVA Accès notamment au niveau de ses activités de productions commerciales.

#### Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 2 janvier au 1<sup>er</sup> avril 2012, le Réseau TVA a vu ses parts de marché augmenter de 0,6 part comparé à la même période de 2011, alors que le Réseau V a connu une hausse de 0,5 part et la Société Radio-Canada « SRC » une baisse de 2,1 parts. Le Réseau TVA a obtenu en moyenne 25,5 parts de marché avec des semaines variant entre 27,1 parts et 28,1 parts pendant la diffusion des cinq dernières semaines de Star Académie 2012. De plus, nos services

spécialisés « addik  $^{TV}$  » et « prise 2 » ont connu une augmentation respective de leurs parts de marché de 0,5 part et 0,3 part. « LCN » a atteint 3,6 parts soit 1 part de plus que « RDI », son principal concurrent.

Les parts de marché combinées des chaînes spécialisées francophones de Groupe TVA ont été de 7,7 parts pour le premier trimestre 2012 comparativement à 6,7 parts pour la même période de 2011, soit une croissance de 1,0 part ou 14,9 %. Les parts de marché totales de Groupe TVA ont été de 33,2 parts pour le premier trimestre 2012 comparativement à 31,6 parts pour la même période de 2011 et ce, malgré la forte concurrence dans le domaine télévisuel. Le Réseau TVA a diffusé 21 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le premier trimestre dont *Le Variété de Star Académie* 2012, *Céline : 3 gars et un nouveau show, Le tricheur* et *La Quotidienne – Star Académie* au quatre premier rang avec chacune plus de 1,4 million de téléspectateurs.

Tableau 4 Statistiques d'écoute du marché francophone

Hiver 2012 vs Hiver 2011 Parts de marché (%)								
	2012	2011	Var. %	Écart				
Chaînes généralistes francophones :								
TVA	25,5	24,9	+ 2,4 %	+ 0,6				
SRC	12,3	14,4	-14,6 %	- 2,1				
V	8,3	7,8	+ 6,4 %	+ 0,5				
Total	46,1	47,1	- 2,1 %	- 1,0				
Spécialisées francophones								
TVA	7,7	6,7	+14,9 %	+ 1,0				
Autres	36,2	35,7	+1,4 %	+ 0,5				
Total	43,9	42,4	+3,5 %	+ 1,5				
Total anglophones et autres	9,0	10,5	- 14,3 %	- 1,5				
Groupe TVA	33,2	31,6	+5,1 %	+ 1,6				
Source : Sondages BBM. Québec fr	anco, 2 janvier au	1 <sup>er</sup> avril 2012, l-d,	2h-2h, t2+.					

**Charges d'exploitation** de 106 546 000 \$, soit une hausse de 18 139 000 \$ (20,5 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :
  - o la hausse de 9,0 % des charges d'exploitation du Réseau TVA notamment dans sa grille de programmation (11,7 %), en publicité et au niveau du coût des ventes;
  - o la hausse de 76,3 % des charges d'exploitation des services spécialisés attribuable essentiellement aux coûts d'opérations des nouveaux services « TVA Sports » et « Mlle » qui n'étaient pas en opération au premier trimestre 2011;
  - o la hausse des coûts d'opération reliée au volume additionnel de la division TVA Accès; et
  - o la hausse nette des charges d'exploitation du nouveau service SUN News comparativement à la station généraliste « SUN TV » qui a cessé ses opérations en avril 2011.

Perte d'exploitation de 3 726 000 \$, soit une variation défavorable de 6 592 000 \$, expliquée principalement par :

- o la perte d'exploitation du nouveau service « TVA Sports »;
- o la baisse du bénéfice d'exploitation de 44,5 % du Réseau TVA; et
- o la perte d'exploitation accrue de Sun News compte tenu qu'au premier trimestre de 2011, le service était en pré-exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus: coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) à la hausse, passant de 96,9 % pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2011 à 103,6 % pour la même période de 2012. Cette hausse est attribuable aux nouveaux services spécialisés lancés en 2011 pour lesquels les coûts d'exploitation sont largement plus élevés que leurs revenus pour leurs premières années d'exploitation.

### Édition

#### Comparaison des premiers trimestres 2012 et 2011

**Produits d'exploitation** de 15 906 000 \$, soit une baisse de 963 000 \$ (-5,7 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- la baisse de 5,8 % des revenus en kiosque principalement dans la catégorie des magazines artistiques;
- la baisse de 16,7 % des revenus publicitaires majoritairement dans les catégories des magazines féminins et de décoration:

Partiellement compensée par :

- la hausse de 31,4 % des revenus de la division TVA Studio notamment au niveau des services pré-média; et
- la hausse de 19,0 % des revenus de subventions provenant du Fonds du Canada pour les Périodiques « FCP ».

### Statistiques de lectorat et de parts de marché

• L'ensemble des magazines de TVA Publications détient 49 % des parts de marché des lecteurs québécois francophones cumulés par mois selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau – automne 2011).

- Nos hebdomadaires rejoignent près de 2,7 millions de lecteurs canadiens cumulés par semaine selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau automne 2011). Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 889 000 lecteurs.
- TVA Publications est le numéro un des ventes en kiosque, détenant plus de 70 % des parts de marché des magazines francophones au Québec et 49 % des unités totales vendues des magazines francophones au Québec (source : Audit Bureau of Circulation au 31 décembre 2011).

Charges d'exploitation de 17 934 000 \$, soit une augmentation de 2 759 000 \$ (18,2 %).

- Cette augmentation est expliquée principalement par :
  - o la comptabilisation d'une charge de 3 375 000 \$ relativement à l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec (loi 88) dont 2 926 000 \$ est attribuable aux années 2010 et 2011.

### Partiellement compensée par :

o une diminution des frais d'imprimerie attribuable à des réductions de tarifs, des escomptes de volume additionnels et une diminution du nombre de pages.

Perte d'exploitation de 2 028 000 \$, soit une variation défavorable de 3 722 000 \$, expliquée principalement par :

• l'impact de la comptabilisation de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant les contributions des entreprises aux coûts liés à la récupération des matières résiduelles (loi 88).

Analyse de la relation coûts/revenus: coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 112,7 % au premier trimestre de 2012 contre 90,0 % pour la même période de 2011. En excluant la comptabilisation du passif relativement à la Loi 88, le pourcentage pour le premier trimestre de 2012 aurait été de 91,5 % soit légèrement supérieur à celui du premier trimestre de 2011.

### FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5 Résumé des flux de trésorerie de la Société (en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars					
	2012		2011			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	3 055	\$	10 242	\$		
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(5 840)		(9 265)			
Participation ne donnant pas le contrôle	1 764		2 940			
Autres	(861)		(80)			
(Augmentation) remboursement de la dette nette	(1 882)	\$	3 837	\$		
	31 mars 2012		31 déc. 2011			
Situation à la fin :						
Dette à long terme	97 151	\$	74 635	\$		
Tranche à court terme de la dette à long terme	-		17 756			
Découvert bancaire	282		3 980			
Moins: espèces	(936)		(1 756)			
Dette nette	96 497	\$	94 615	\$		

### Activités d'exploitation

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 3 055 000 \$ au premier trimestre 2012 comparativement à des flux de trésorerie de 10 242 000 \$ au cours du trimestre correspondant en 2011, soit une baisse de 7 187 000 \$. Cette baisse est principalement attribuable aux éléments suivants :

• la baisse du bénéfice d'exploitation;

Partiellement compensée par :

• l'augmentation des créditeurs et des charges à payer.

**Fonds de roulement** de Groupe TVA de 79 913 000 \$ au 31 mars 2012 comparativement à 66 719 000 \$ au 31 décembre 2011.

- Cette hausse de 13 194 000 \$ est principalement attribuable :
  - o aux sommes empruntées au 31 décembre 2011 sur l'emprunt à terme rotatif s'élevant à 17 756 000 \$, lesquelles avaient été présentées dans le passif à court terme. Au 31 mars 2012, compte tenu du renouvellement de son emprunt rotatif pour une période de cinq ans, ces sommes sont présentées de nouveau parmi la dette à long terme;

Partiellement compensée par :

o l'augmentation des créditeurs et des charges à payer.

### Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 5 840 000 \$ pour les trois premiers mois de 2012, comparativement à 9 265 000 \$ à la même période de 2011, soit une baisse de 3 425 000 \$ (-37,0 %).

- Cette baisse est principalement attribuable aux investissements techniques requis en 2011, pour la mise en place du nouveau service spécialisé d'informations SUN News, au service spécialisé « Mlle » ainsi qu'aux principaux équipements de production et de diffusion nécessaires pour rencontrer l'échéance du 31 août 2011 en ce qui concernait la transition au numérique et à la haute définition.
- Au cours du premier trimestre de 2012, la Société a poursuivi son programme de conversion de ses équipements de production à la haute définition notamment pour sa division TVA Nouvelles ainsi que pour la chaîne « LCN ».

### Activités de financement

Dette à long terme en hausse de 22 516 000 \$ au 31 mars 2012 comparativement au 31 décembre 2011 :

- cette hausse s'explique surtout par l'enregistrement des sommes empruntées sur le crédit rotatif au 31 décembre 2011 qui ont été reclassées à la dette à long terme avec le renouvellement de celui-ci pour une période de cinq ans au cours du premier trimestre de 2012; et
- la baisse des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation.

### Situation financière au 31 mars 2012

Liquidités disponibles nettes de 76 293 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé.

**La dette à long terme** de la Société, excluant les frais de financement reportés, a augmenté de 5 003 000 \$ passant de 92 982 000 \$ au 31 décembre 2011 à 97 985 000 \$ au 31 mars 2012 (voir rubrique « Activités de financement » cidessus).

Au 31 mars 2012, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

# Tableau 6 Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Groupe TVA Périodes de 12 mois terminées les 31 mars (en milliers de dollars)

2013	-	\$
2014	-	
2015	75 000	
2016	-	
2017 et ultérieurement	22 985	
Total	97 985	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était environ de 3,2 années au 31 mars 2012 (2,5 années au 31 décembre 2011). La dette était constituée approximativement de 77 % de dette à taux fixe (81 % au 31 décembre 2011) et de 23 % de dette à taux variable (19 % au 31 décembre 2011).

Au 31 mars 2012, le ratio d'endettement consolidé, mesuré par le ratio dette : avoir des actionnaires, était de 29 : 71 ou 0,41, comparativement à 0,26 au 31 décembre 2011. La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler ses engagements en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, et de paiement de dividendes (ou de distributions de capital) dans le futur.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 mars 2012, la Société respecte toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

### Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2012

Tableau 7 Bilan consolidé de Groupe TVA Analyse des principales variations entre les 31 mars 2012 et 31 décembre 2011 (en milliers de dollars)

	31 mars 2012		31 déc. 2011				Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actifs Actif d'impôts exigibles	9 186	\$	4 014	\$	5 172	\$ Récupération d'impôt due aux pertes d'exploitation du		
Écart d'acquisition	39 781	\$	71 981	\$	(32 200)	premier trimestre de 2012.  \$ Impact de la radiation de l'écart d'acquisition dans le secteur de l'édition suite au test de dépréciation effectué au cours du premier trimestre de 2012.		
Passifs Créditeurs et charges à payer	92 006	\$	82 086	\$	9 920	\$ Relié à la hausse des charges d'exploitation et à la comptabilisation du passif relativement aux contributions liées à la récupération des matières résiduelles dans le secteur de l'édition.		
Tranche à court terme de la dette à long terme	-	\$	17 756	\$	(17 756)	\$ Représente les sommes empruntées sur l'emprunt rotatif au 31 décembre 2011 et qui sont présentées à long terme au 31 mars 2012 suite au renouvellement.		
Dette à long terme	97 151	\$	74 635	\$	22 516	\$ Voir « Tranche à court terme de la dette à long terme ».		

#### INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### **Obligations contractuelles**

Au 31 mars 2012, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 mars 2012
(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total	
Dette à long terme	-	\$ 75 000	\$ 22 985	\$ _	\$ 97 985	\$
Paiement d'intérêts <sup>1</sup>	5 196	10 392	2 082	-	17 670	
Droits de diffusion et de distribution	29 860	18 576	304	-	48 740	
Autres engagements	14 804	14 381	6 309	5 128	40 622	
Total	49 860	\$ 118 349	\$ 31 680	\$ 5 128	\$ 205 017	\$

 $<sup>\</sup>overline{^{1}}$  L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme variable est basée sur les taux d'intérêt en vigueur au 31 mars 2012.

### Opérations conclues entre sociétés apparentées

Au cours du premier trimestre 2012, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 19 655 000 \$ (16 009 000 \$ au premier trimestre 2011). Les transactions avec des sociétés apparentées effectuées dans le cours normal des activités de la Société sont enregistrées à la valeur d'échange telle que négociée entre les parties.

Pour le premier trimestre 2012, la Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 9 895 000 \$ (7 510 000 \$ pour le premier trimestre 2011).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 080 000 \$ pour le premier trimestre 2012 (1 080 000 \$ pour le premier trimestre 2011).

### **SUN News**

Au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère, QMI, ont mis en place une nouvelle société SUN News. La Société détient une participation de 51 % alors que Corporation Sun Media détient 49 %. Les résultats de cette société en nom collectif sont consolidés à 100 % dans les résultats de la Société et la participation de Corporation Sun Media est enregistrée au poste « Participation ne donnant pas le contrôle » à l'état consolidé des résultats. Au cours du premier trimestre 2012, une mise de fonds de 3 600 000 \$ (6 000 000 \$ en 2011) a été effectuée par les sociétaires dont 1 836 000 \$ par la Société (3 060 000 \$ en 2011) et 1 764 000 \$ par Corporation Sun Media (2 940 000 \$ au premier trimestre 2011).

### Vente d'entreprise

Le 22 décembre 2011, la Société a annoncé une entente en vertu de laquelle la Société vendra sa participation de 51 % dans « The Cave » ainsi que sa participation de 50 % dans « Mystery TV » à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc. La valeur de la transaction est de 17 500 000 \$ en plus d'un ajustement de fond de roulement. La demande de transfert des licences a été approuvée par le CRTC le 25 avril 2012. Cette transaction devrait être finalisée au courant du second trimestre de 2012. Cette disposition n'affectera pas de façon significative la performance financière et les flux de trésorerie futurs de la Société, à l'exception de l'encaissement du produit de disposition.

### Dépréciation de l'écart d'acquisition

À la suite de l'adoption en 2012 de la réglementation sur les nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, les coûts d'exploitation du secteur de l'édition de la Société seront affectés défavorablement. Par conséquent, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ces activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de l'édition. La Société a conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée au cours du premier trimestre de 2012. La Société a utilisé un taux d'actualisation avant impôts de 16,26 % (15,89 % au 1<sup>er</sup> avril 2011) et un taux de croissance perpétuelle de 1,00 % (1,00 % au 1<sup>er</sup> avril 2011) pour déterminer la valeur recouvrable.

### **Capital-actions**

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 30 avril 2012. De plus, 819 421 options d'achat d'actions classe B et 393 252 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 30 avril 2012.

Tableau 9 Nombre d'actions en circulation au 30 avril 2012 (en actions et en dollars)

Actions ordinaires classe A	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	19 450 906	5,07 \$

Le 17 mars 2011, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités dans le but de racheter pour annulation, entre le 21 mars 2011 et le 20 mars 2012, un maximum d'actions classe B de la Société, représentant approximativement 5 % du nombre d'actions classe B émises et en circulation à la date du dépôt de l'offre. La Société rachète ses actions classe B au cours du marché au moment de l'achat, plus les frais de courtage. Au cours des premiers trimestres de 2012 et 2011, aucune action classe B n'a été rachetée pour annulation.

Compte tenu des investissements importants de la Société dans ses projets d'immobilisations et des lancements de plusieurs services spécialisés, et considérant que le conseil d'administration de Groupe TVA a décidé au courant du troisième trimestre de 2011 de suspendre la déclaration de dividende, la Société a décidé de ne pas renouveler l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités.

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2012, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

### Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujetti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie desdits documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse <a href="https://www.sedar.com">www.sedar.com</a>.

### Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <a href="http://groupetva.ca">www.sedar.com</a> et <a href="http://groupetva.ca">http://groupetva.ca</a>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 et la rubrique « Nos facteurs de risque » de la notice annuelle 2011 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 8 mai 2012 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec) Le 8 mai 2012

**Groupe TVA Inc.** Sélection de données financières trimestrielles

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2012	,			2011	
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin	
Exploitation						
Produits d'exploitation	117 812	\$	131 636	\$ 89 214	\$ 117 548	\$
(Perte) bénéfice d'exploitation	(5 754)	\$	20 657	\$ 2 943	\$ 22 364	\$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(39 341)	\$	11 468	\$ 8	\$ 13 795	\$
Données par action de base						
Résultat par action de base	(1,66)	\$	0,48	\$ -	\$ 0,58	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771		23 771	23 771	23 771	
Données par action diluées						
Résultat par action dilué	(1,66)	\$	0,48	\$ -	\$ 0,58	\$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771		23 771	23 771	23 771	
	2011				2010	
	31 mars		31 déc.	30 sept.	30 juin	
Exploitation						
Produits d'exploitation	107 097	\$	133 387	\$ 94 277	\$ 110 894	\$
Bénéfice d'exploitation	4 560	\$	29 132	\$ 13 169	\$ 26 831	\$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	332	\$	19 305	\$ 5 530	\$ 11 666	\$
Données par action de base						
Résultat par action de base	0,01	\$	0,81	\$ 0,23	\$ 0,49	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771		23 771	23 771	23 771	
Données par action diluées						
Résultat par action dilué	0,01	\$	0,81	\$ 0,23	\$ 0,49	\$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771		23 771	23 771	23 771	

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est constituée de revenus publicitaires et de services reliés à la publicité. Ces revenus suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires, principalement en télévision. De plus, la Société investit dans le lancement de nouveaux canaux spécialisés dans le secteur télévision. Les revenus d'abonnement associés aux périodes suivant le lancement d'un nouveau service spécialisé sont toujours plus modestes alors que les frais d'opération initiaux peuvent s'avérer plus substantiels.
- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque.